

Les départements sous tension budgétaire

La Loi de programmation des finances publiques prévoit que les collectivités reviennent à l'équilibre en 2012. Cet objectif, fixé avant la crise, risque aujourd'hui d'aggraver leur position.

Alors que l'**INSEE** évalue l'endettement de l'Etat à 1 270 milliards d'euros, celui des collectivités locales s'élève à 132 milliards €. Sur cette somme, la part des départements est de 25 milliards, après une réduction de 800 millions de leurs dettes en 2008. Sur la même période, l'Etat augmentait de 15 milliards ses déficits... Le président (**PS**) de l'**Assemblée des départements de France** (**ADF**), **Claudy Lebreton**, rappelle cette donnée dans une note interne, alors que la pression politique augmente pour réaliser la fusion départements-région voulue par l'Elysée.

Ces prochaines années, les collectivités locales seront confrontées à un effet de ciseaux qui risque d'aggraver leurs comptes. D'un côté, leurs recettes diminueront (250 millions € de moins pour les dotations de l'Etat ; une baisse de 600 millions sur

les droits de mutation, soit 10 % des recettes ; 300 millions de moins pour la taxe professionnelle). Dans le même temps, les dépenses des départements augmenteront avec les charges supplémentaires qu'entraînent la réforme des tutelles et le financement du RSA à partir de juin 2009. Ajoutons à cela, l'impact de la loi de décentralisation engagée en 2004 qui pourrait représenter jusqu'à 14 points de fiscalité pour un département de taille moyenne.

Le comité d'évaluation des normes présidé par le sénateur **Alain Lambert** (**UMP** - **Orne**) en a chiffré l'impact financier à 200 millions €. Et si le projet de faire rémunérer les 220 000 sapeurs-pompiers par les conseils généraux avait été accepté en l'état, la facture aurait été alourdie de 60 millions € ! Résultat : les départements prévoient de réduire leurs investissements à 14 milliards € en 2009, soit 5 milliards de moins qu'en 2008. A terme, ce sont entre 10 et 15 milliards € qui ne seront pas investis dans le bâtiment, les travaux publics et les services.

Avec l'aimable autorisation de